



La lettre de la sénatrice

***Mercredi 12 avril 2023
Lettre d'information bimensuelle n°44***

Mesdames, Messieurs, Chers (ères) collègues,

Alors que l'actualité sociale est suspendue à l'attente de l'avis du Conseil Constitutionnel sur la réforme des retraites, vendredi 14 avril, l'ordre du jour du Sénat a été quelque peu remanié suite à l'annonce du Président de la République de reporter l'examen du projet de Loi « Immigration ».

L'annonce du PLAN EAU et ses 53 mesures ont fait l'objet d'un débat dans l'hémicycle pour lequel je suis intervenue au nom de mon groupe CRCE en rappelant le rôle essentiel des élus locaux en matière de gouvernance de l'Eau et sur les moyens alloués aux agences de l'Eau.

Dans le cadre de la niche réservée à notre groupe, le Sénat a adopté à l'unanimité notre proposition de Loi visant à revaloriser le statut des secrétaires de mairie et reconnaître cette fonction essentielle au service des élus et de la population (article à retrouver plus bas).

En matière de santé, la maternité de Sarlat mais également la régulation des urgences de Bergerac continue de me mobiliser pour défendre la nécessité de l'accès aux soins dans notre Département très concerné par la désertification médicale.

Enfin la récente visite ministérielle en Gironde augure de mesures concrètes pour mieux nous armer contre les incendies l'été prochain. Néanmoins, **des moyens devront être débloqués pour aider les petites communes à restaurer leur voirie communale et les chemins DFCI.**

Je reste à votre disposition et vous souhaite une bonne lecture.

Bien cordialement,

Marie-Claude VARAILLAS



Débat sur l'eau - Pour une gestion publique et une gouvernance par les collectivités renforcée

Suite à l'annonce du « Plan Eau » par le Président de la République et à la demande de la Délégation sénatoriale à la prospective, un débat sur l'avenir de la ressource en eau s'est tenu au Sénat, mardi 11 avril, afin de déterminer les moyens d'en améliorer la gestion.

Alors que la récente sécheresse hivernale a privé de pluie la France durant 32 jours d'affilée, nous pouvons nous attendre cet été à de nouvelles restrictions et devons les anticiper.

Néanmoins, nous devons avoir un débat apaisé sur ce sujet et ne devons pas opposer les usages de l'eau. L'agriculture, l'industrie, le tourisme, nous avons besoin de toutes ces activités.

Au cours de mon intervention, je suis revenue sur les différentes annonces gouvernementales et le constat amer que l'heure n'est plus aux intentions. Le GIEC nous le rappelle, il y a urgence à agir.

Je suis particulièrement revenue sur l'importance d'impliquer les élus locaux qui ont un rôle essentiel dans la gouvernance de l'eau à travers notamment l'élaboration des PTGE ainsi que sur les agences de l'eau qui doivent disposer des moyens financiers nécessaires pour accompagner les collectivités dans les travaux de rénovation de réseaux.

[Cliquez ici pour lire la suite de l'article et la vidéo de mon intervention](#)

Pour une meilleure reconnaissance
des secrétaires de mairie



Proposition de loi pour une meilleure reconnaissance des secrétaires de mairie

Jeudi 6 avril, le Sénat a adopté à l'unanimité la proposition de loi visant à revaloriser le statut des secrétaires de mairie, présentée par mon groupe parlementaire, dont j'ai été co-auteur. Il s'agit d'une première réponse législative au manque d'attractivité de ce métier.

Les secrétaires de mairie sont les maillons essentiels au bon fonctionnement des communes et le premier accès au service public. Alors que de nombreux départs en retraite sont prévus, le manque de reconnaissance de cette profession fait craindre une véritable pénurie.

Remaniée par son passage en commission, notre proposition de loi qui visait à créer un statut d'emploi spécifique et un fonds d'aide aux communes pour revaloriser les salaires des secrétaires de mairie, a ouvert le débat sur une évolution de cette fonction. **Elle institue ainsi l'obligation de proposer une formation initiale pour ces agents qui bien souvent apprennent leur fonction sur le tas.**

Plusieurs de nos propositions concrètes étant du domaine de la réglementation, notamment la rémunération, le Gouvernement par la voix de son ministre en charge de la Fonction publique, Stanislas Guérini, s'est engagé à reprendre nos préconisations qui seront de nouveau évoquées durant la loi de Finances. **Pour ma part, je continuerai avec mon groupe à défendre la création d'un statut d'emploi propre à cette fonction assorti d'une grille indiciaire.**

[Lire la suite](#)



Renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie

Mardi 4 avril, le Sénat a voté à l'unanimité une proposition de loi visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie, reprenant les conclusions d'une mission sénatoriale constituée à la suite des incendies de l'été dernier.

Cheffe de file de mon groupe pour l'examen de ce texte, j'en ai souligné tout l'intérêt et rappelé que si les objectifs annoncés étaient louables et les outils proposés pertinents, les moyens restaient insuffisants.

A cet égard, j'ai proposé de :

- **Soutenir financièrement les communes pour faire face aux obligations légales de débroussaillage.** Les communes rurales, au territoire étendu mais au budget limité, en ont particulièrement besoin.
- **Consolider les moyens matériels humains et financiers des SDIS et de l'ONF;**
- **Répondre au besoin d'une base aérienne dans l'Ouest qui garantirait des interventions par Canadair plus intenses et rapides.**

Mon amendement visant à inclure les chambres d'agriculture dans l'élaboration de la stratégie nationale de défense contre les incendies a été adopté. Ces acteurs connaissent pleinement les enjeux de la prévention et de la lutte contre l'incendie. Ils seront force de proposition en matière de solutions opérationnelles.

[Cliquez ici pour retrouver mon intervention générale](#)



Accès des femmes aux responsabilités dans la Fonction Publique

Cette proposition de loi examinée au Sénat mercredi 5 avril

visé à renforcer l'accès des femmes aux responsabilités dans la fonction publique.

Elle reprend une partie des recommandations du rapport de la délégation aux droits des femmes publié en juin 2022 sur le bilan de l'application de la loi Sauvadet, dix ans après son adoption.

Je suis intervenue, au nom de mon groupe parlementaire, pour rappeler l'importance d'un meilleur accompagnement des femmes dans leurs parcours de carrière, avec :

- **la construction d'une véritable politique des ressources humaines dans la fonction publique ;**
- **la mise en place de politiques d'égalité professionnelle et salariale ambitieuses.**

Alors, qu'ils emploient environ 5,7 millions d'agents, dont 62% de femmes, les employeurs publics doivent jouer le rôle moteur dans la progression de la parité.

C'est pourquoi, mon groupe parlementaire et moi-même avons voté en faveur de cette proposition de loi, tout en soulignant la nécessité d'ouvrir une amélioration à l'ensemble des femmes de la Fonction Publique, notamment celles qui furent en première ligne quand le pays était à l'arrêt.

[Cliquez ici pour retrouver mon intervention](#)

J'interroge le Gouvernement

- sur la revalorisation des actes de kinésithérapie ([lire ici](#))
- sur le manque d'équipements sportifs au sein des collectivités et à disposition des établissements scolaires ([lire ici](#))
- sur les conséquences de la hausse du taux du livret A pour les collectivités ayant contracté des prêts à taux variables indexés sur celui-ci ([lire ici](#))

Maternité de Sarlat : lettre au Ministre

Début avril la maternité de Sarlat fermait temporairement pour être remplacée par un centre périnatal de proximité renforcé, obligeant une vingtaine de femmes à accoucher dans des établissements à plus d'une heure de route de Sarlat. D'une capacité de 15 lits, la maternité Jean Leclair assure normalement 220 accouchements par an.

Face à cette situation inacceptable et alors qu'entre en vigueur à partir du 4 avril la mise en œuvre de la Loi RIST, régulant les montants de l'intérim médical dans les centres hospitaliers publics à 1390 euros brut pour 24 heures de garde, j'ai souhaité alerter le Ministre de la Santé et de la Prévention sur la nécessité de préserver et renforcer le centre hospitalier de Sarlat et ses spécialités.

Consciente des enjeux pour notre territoire, mon implication demeure pleine et entière pour un meilleur financement de notre système hospitalier, la valorisation de son personnel et la prise en compte des spécificités des territoires ruraux en matière d'accès aux soins.



**MARIE-CLAUDE
VARAILLAS**

**SENATRICE
DE
LA DORDOGNE**

*VICE-PRESIDENTE
COMMISSION D'AMÉNAGEMENT DU
TERRITOIRE ET DU
DÉVELOPPEMENT DURABLE*

*MEMBRE DE LA DÉLÉGATION AU
DROIT DES FEMMES*

**CONSEILLÈRE
DÉPARTEMENTALE**

CANTON ISLE MANOIRE

**Monsieur François BRAUN
Ministre**

Ministère de la Santé et de la Prévention
14, Avenue Duquesne
75007 PARIS

Perigueux, le 30 mars 2023

Monsieur le ministre,

La presse s'est récemment fait l'écho de la transformation précipitée de la maternité de Sarlat en Centre de Périnatalité de Proximité (CPP), et donc l'impossibilité pour les femmes d'y accoucher, du 29 mars jusqu'à la mi-avril.

Cette situation suscite l'inquiétude des jeunes mamans et du territoire puisque la maternité la plus proche se trouve à plus d'une heure de route de Sarlat. L'annonce par l'ARS du recours à des praticiens contractuels de courte durée dans ce CPP accentue d'autant la perte de repères et le caractère anxiogène dans le suivi de leur grossesse.

L'insuffisance de professionnels de santé expliquerait cette conversion inopinée, accentuée par la problématique de la désertification médicale qui touche la Dordogne, l'intérim médical, pratiqué par 55% à 100% des praticiens du centre hospitalier de Sarlat, et les conséquences de l'application de la loi Rist. Cette décision accentue les inégalités dans l'accès aux soins de proximité au moment où Monsieur le Directeur régional de l'ARS reconnaît un « besoin (...) identifié » dans le Sarladais, lié notamment à un phénomène de rurbanisation.

Pour les futures mamans qui devront accoucher loin de chez elles, l'ARS propose de financer le transport vers la maternité de substitution ainsi que les nuits d'hôtel. Cependant, les autres maternités sont également concernées par le manque de professionnels de santé et l'intérim médical. De plus, le coût de ce nouveau dispositif pourrait être investi dans la revalorisation des salaires des praticiens du public afin de les rendre plus attractifs et ainsi contribuer à réduire le recours à l'intérim médical.

Alors que 221 maternités ont déjà été fermées entre 2000 et 2017 en France, le maintien des maternités en territoire rural revêt un caractère essentiel pour assurer la continuité du service public de la santé, la quiétude et le soin des futures mamans et de leur nourrisson.

La concertation locale organisée par l'ARS n'a pas dissipé les inquiétudes. Aussi, je vous saurais gré de bien vouloir étudier la situation de la maternité de Sarlat avec la plus grande bienveillance afin de garantir une politique de recrutement de praticiens ambitieuse qui permette de sauvegarder cette maternité.

Restant à votre disposition pour échanger sur ce sujet, je vous prie de croire, Monsieur le ministre, à l'assurance de ma parfaite considération.

Marie-Claude VARAILLAS

« ESPACE LOUIS ARAGON », 1 PLACE DU 8 MAI 1945 - 24000 PERIGUEUX
15, RUE DE VAUGIRARD - 75291 PARIS CEDEX 06

*
mc.varaillass@senat.fr - 06 33 36 06 85

Déplacements en circonscription



Visite de la communauté de communes Pays de Fénelon

Le 30 mars, je me suis rendue à la rencontre des élus de la communauté de communes du Pays de Fénelon et de leur président, Patrick Bonnefon, avec qui nous avons organisé des visites d'entreprises participant à la dynamique économique du Sarladais.

Avec mon collègue Serge Mérillou qui s'est joint à nous et de nombreux maires, nous nous sommes rendus chez « **TPL Systèmes** », leader dans la conception et la fabrication d'équipements et de solutions de radiocommunication. L'entreprise maîtrise toute la chaîne de la conception à la maintenance du produit. En multipliant les solutions innovantes, elle emploie près de 80 salariés.

Nous avons également visité l'entreprise « **Suturex et Renodex** » qui, depuis près de 60 ans développe, fabrique et commercialise des aiguilles chirurgicales. Une technologie de pointe tournée vers l'export qui emploie près de 180 personnes dans le Sarladais.

La journée s'est clôturée par un temps d'échange avec les élus dans la magnifique salle de spectacle du Séchoir à Carsac-Aillac : **ZAN, ZRR, inflation, déserts médicaux et mise en œuvre de la loi Rist, souveraineté alimentaire, loi Pinel... Les sujets de crainte ne manquent pas dans les territoires ruraux, mais les élus font preuve de volontarisme, sont force de propositions et d'un dynamisme sans pareil, comme j'ai encore pu le constater lors de cette journée, riche en rencontres.**

Un chaleureux merci aux élus pour leur présence, leur accueil et la qualité de nos échanges.



Rencontre avec les élus du Grand Périgueux

Je participais lundi 3 avril à la rencontre entre Jean-Sébastien Lamontagne, Préfet de Dordogne et les élus de la Communauté d'agglomération du Grand Périgueux.

Nous avons été accueillis par son président Jacques AUZOU sur le site du Pôle Aliénor, futur siège de la collectivité, situé dans le nouveau quartier de la gare. Les sujets ont principalement porté sur les dotations de l'Etat mais également l'accès aux soins, l'emploi, la mobilité, l'urbanisme.

Un moment riche et convivial qui nous a permis d'être au plus proche des enjeux de ce territoire.



Rencontre avec les Missions Locales de Dordogne: une expertise à conserver.

J'ai reçu, avec mon collègue Serge Mérillou, les représentants des Missions Locales de Dordogne qui nous ont fait part de leurs inquiétudes quant à l'avenir de ces structures d'intervention et de suivi au service des jeunes de 16 à 25 ans.

Alors que le projet de refonte de Pôle Emploi en « France Travail » se dessine, les Missions Locales craignent de perdre leur champ de compétences et d'expertise en devenant des opérateurs associés, dénommés « France travail jeunes ».

[Lire la suite](#)

Sorges - Inauguration des locaux périscolaires

À l'invitation de son maire, Jean-Jacques Ratier, et des élus de Sorges-et-Ligueux, je participais le 31 mars à l'inauguration de la Garderie périscolaire et du parc Alain Robert.

Entourés des enfants de l'école et de nombreux habitants, nous avons salué la mémoire d'Alain Robert, disparu en 2021,



ancien capitaine des pompiers, maire adjoint de Sorges et président du comité des fêtes, puis remercié son épouse, médaillée pour son engagement associatif.

Après 4 ans de travaux de rénovation du bourg, Sorges poursuit ses investissements dans des équipements indispensables à sa population.



Hommage aux internés du Sablou

Émouvante cérémonie à Fanlac devant la stèle commémorative du Sablou afin de rendre hommage aux 320 prisonniers retenus dans le camp d'internement du château durant l'année 1940. 320 hommes, appelés les "sablousards", arrêtés pour délit d'opinion, y vécurent dans des conditions particulièrement rudes.

En présence d'élus, d'associations d'anciens combattants et de camarades, j'ai déposé une gerbe à la mémoire de ces hommes avec Yannis, arrière petit-fils de René Baptiste, interné au Sablou.

Hommage à la résistante Pierrette Gautier



Pierrette Gautier nous a quittés et avec elle, s'éteint une des dernière figure de la Résistance en Dordogne.

Elle fut engagée dès 17 ans en tant qu'agent de liaison dans le maquis Mercedes à Bassillac.

Pierrette était mon amie et je garde précieusement en mémoire son humanisme, sa profonde gentillesse et son humilité.

Nous continuerons d'honorer sa mémoire en faisant vivre son idéal et en luttant contre l'obscurantisme.

Dernières propositions de loi et de résolution du groupe CRCE:

[Lire l'intégralité des propositions de loi 2022/2023 du groupe](#)

Marie-Claude Varailles
Espace Aragon
1 Pl. du 08 Mai 1945
24000 Périgueux
mc.varailles@senat.fr
06-33-36-06-85



Cet e-mail a été envoyé à {{ contact.EMAIL }}
Vous avez reçu cet email car vous vous êtes inscrit sur Marie-Claude Varailles.

[Se désinscrire](#)

Envoyé avec

Brevo